



ARCHIVED - Archiving Content

Archived Content

Information identified as archived is provided for reference, research or recordkeeping purposes. It is not subject to the Government of Canada Web Standards and has not been altered or updated since it was archived. Please contact us to request a format other than those available.

ARCHIVÉE - Contenu archivé

Contenu archivé

L'information dont il est indiqué qu'elle est archivée est fournie à des fins de référence, de recherche ou de tenue de documents. Elle n'est pas assujettie aux normes Web du gouvernement du Canada et elle n'a pas été modifiée ou mise à jour depuis son archivage. Pour obtenir cette information dans un autre format, veuillez communiquer avec nous.

This document is archival in nature and is intended for those who wish to consult archival documents made available from the collection of Public Safety Canada.

Some of these documents are available in only one official language. Translation, to be provided by Public Safety Canada, is available upon request.

Le présent document a une valeur archivistique et fait partie des documents d'archives rendus disponibles par Sécurité publique Canada à ceux qui souhaitent consulter ces documents issus de sa collection.

Certains de ces documents ne sont disponibles que dans une langue officielle. Sécurité publique Canada fournira une traduction sur demande.



ENQUÊTES CRIMINELLES RELATIVES À LA SÉCURITÉ NATIONALE

DÉMYSTIFIER LA RADICALISATION
JUN 2009



TABLE DES MATIÈRES

- Qu'est-ce que la radicalisation?1**
- Doit-on toujours associer la radicalisation aux musulmans?2**
- La radicalisation au canada4**
- Qui sont les radicaux qui deviennent des terroristes?5**
- Pourquoi certains radicaux deviennent-ils des terroristes?.7**
- Communautés fragiles9**
- Les nouveaux défis.10**
 - 1. Internet 10*
 - 2. Les femmes 11*
 - 3. Les « Rouges » et les « Verts » 11*
- La radicalisation est-elle là pour rester?.13**
- Quelles sont les mesures prises pour y remédier?.. . . .15**
- Le terrorisme national ou international : avons-nous le choix?.. . . .16**
- Documents de référence et ouvrages d'intérêt.17**

QU'EST-CE QUE LA RADICALISATION?

La radicalisation est un important élément sous-jacent à la menace terroriste. La GRC définit la radicalisation comme le processus selon lequel des personnes, surtout des jeunes, sont initiées à un message idéologique et à un ensemble de croyances et sont encouragées à remplacer leurs croyances modérées et généralement admises par des opinions extrêmes. Bien que la pensée radicale ne constitue aucunement un problème en soi, elle devient une menace à la sécurité nationale lorsque des citoyens ou des résidents canadiens embrassent la violence ou y ont recours afin de promouvoir des idées extrémistes politiques, idéologiques ou religieuses. Parfois appelé « terrorisme d'origine intérieure », l'expression « radicalisation nationale menant au terrorisme » est plus appropriée pour désigner ce processus de radicalisation.



Les nuances de la définition de « radicalisation » sont cruciales. Le terme « radical » vient du mot latin « radis », ou « racine », qui renvoie à quelque chose d'enfoui dans le sol, d'enraciné, de fondamental. Par conséquent, une personne radicale souhaite apporter des changements de fond politiques, économiques ou sociaux ou changer les choses à partir de la base.

LA RADICALISATION EST-ELLE MAUVAISE?

Comme l'indique la définition de la GRC, la pensée radicale n'est pas nécessairement problématique. À preuve, la plupart des progrès sont le résultat d'une certaine forme de radicalisation. Par exemple, Martin Luther King était considéré comme un homme radical, de même qu'une multitude d'autres personnes que nous considérons aujourd'hui comme des figures importantes et tout à fait légitimes de l'histoire, depuis Moïse jusqu'à Gloria Steinem, en passant par Mahomet, Jésus, Gandhi et Nelson Mandela. Dans certains cas, il a été conclu ultérieurement que même des extrémistes violents luttèrent pour des causes justes, comme John Brown, un abolitionniste américain du 19^e siècle.

Nous avons tous des opinions que d'autres pourraient considérer comme radicales, voire extrêmes. Les pensées et les actes radicaux ne se traduisent pas nécessairement en terrorisme. En fait, les radicaux peuvent jouer un rôle très positif tant dans leur communauté que dans un contexte politique plus large (cela dit, force est d'admettre que leur contribution n'est bien souvent saluée qu'après coup). Comme il a déjà été mentionné, les points de vue radicaux ne deviennent un problème que s'ils visent à encourager ou à approuver le recours à la violence ou à d'autres formes de comportements extrêmes, y compris le terrorisme.

DOIT-ON TOUJOURS ASSOCIER LA RADICALISATION AUX MUSULMANS?



Actuellement, la radicalisation est le plus souvent associée aux jeunes musulmans qui sont influencés, d'une manière ou d'une autre, par la pensée islamiste. L'islamisme (la mise en pratique de la pensée islamiste), terme qui n'est PAS synonyme d'islam, s'entend d'une série d'idéologies qui laissent entendre que l'islam n'est pas qu'une religion, mais également un régime politique. En effet, au Moyen-Âge, les califats (dynasties exerçant une hégémonie politique et religieuse) régnaient sur le monde islamique. Selon les principes de base de la pensée islamiste, l'islam moderne doit retourner à ses racines historiques et théologiques, le « proto-islam » doit devenir un facteur d'unification politique pour les musulmans du monde entier et une vraie société islamique doit être gouvernée par des lois de sources islamiques traditionnelles.

L'islamisme compte des adeptes aux horizons multiples ainsi que de nombreuses écoles de pensée. Bon nombre de groupes islamistes, comme la Fraternité musulmane, ne sont pas terroristes et ne font pas nécessairement la promotion de la violence (bien que le Hamas, entre autres, ait une idéologie fondée sur les enseignements de la Fraternité musulmane et des liens avec certains membres haut placés d'Al-Qaïda). Cependant, Al-Qaïda, et tous les groupes et individus qui y sont associés, est de loin l'organisation islamiste la plus connue et la plus problématique. Qui plus est, la radicalisation qui a mené récemment au terrorisme au Canada, aux États-Unis, en Europe et ailleurs dans le monde vient d'Al-Qaïda et de son idéologie, ou encore de groupes ou d'individus qui sont soit associés à cette organisation soit influencée par elle.

Au Canada, la population a surtout entendu parler de radicalisation dans les affaires des 18 jeunes inculpés à Toronto et de Momin Khawaja. Il importe toutefois de mentionner que la radicalisation ancrée dans l'idéologie islamiste est un phénomène relativement récent au pays. Cela dit, la radicalisation a toujours fait partie du paysage sociopolitique du Canada. Elle a touché toutes les tendances politiques (de l'extrême gauche à l'extrême droite), depuis les défenseurs de l'environnement et des droits des animaux jusqu'aux néo-Nazis, de même qu'un éventail de groupes ethniques et religieux. Au Canada, les actes du Front de libération du Québec (FLQ) et des Squamish Five, ainsi que l'attentat à la bombe à bord d'un avion de la compagnie Air India sont des exemples d'actes extrémistes directs issus d'un processus de radicalisation.

La radicalisation peut être attribuable à une multitude de facteurs et d'influences. La recherche de jeunes qui sont vulnérables et faciles à impressionner ne se limite pas à un seul groupe, pas plus que la radicalisation n'est adoptée par un seul groupe ethnique ou d'intérêts. Par le passé, des factions violentes aux idéologies politiques diverses ont utilisé des stratégies de recrutement semblables et ont ciblé à peu près les mêmes groupes de la population.

Une multitude de personnages historiques appartenant à diverses cultures ont vécu des expériences qui peuvent être interprétées comme des manifestations non seulement de radicalisation, mais également d'actes violents au terme du continuum

de la radicalisation. Pensons notamment à Vladimir Lénine, dont l'obsession à faire la révolution était en grande partie liée à l'exécution par les autorités tsaristes de son frère aîné, un révolutionnaire, de qui il était proche. Mentionnons aussi Ernesto « Che » Guevara, dont les expériences en tant que jeune médecin auprès de collectivités sud américaines atteintes de la lèpre l'ont mené à voir le monde de manière extrémiste et radicale, et à recourir à la violence pour faire passer son message. On peut même songer à Jesse James, dont les nombreux actes de banditisme et de terrorisme un peu partout dans le Mid West des États-Unis consistaient surtout en une prolongation de la guerre de Sécession.

Néanmoins, la radicalisation nationale inspirée par l'idéologie extrémiste islamiste empreinte de violence constitue une source d'inquiétude pour les organismes de

sécurité et d'application de la loi. Presque tous les attentats terroristes planifiés ou perpétrés en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord depuis le 11 septembre 2001 ont été mis sur pied par de jeunes musulmans. Quelles que soient leurs origines nationales et culturelles, la plupart de ces jeunes étaient nés dans le pays qu'ils ont attaqué, ou y résidaient depuis de nombreuses années, et étaient passés par un processus de radicalisation évident. Parmi ces attentats figurent l'assassinat de Theo Van Gogh et le complot du groupe Hofstad aux Pays-Bas, les attentats à la bombe de Londres (le 7 juillet 2005) et de Madrid, l'Opération OVERT (ou le complot visant l'aéroport Heathrow), les attentats à la bombe à l'aéroport de Glasgow en 2007 et les attentats terroristes ratés dans le centre-ville de Londres, sans oublier les complots des 18 jeunes de Toronto et de Khawaja, au Canada.



FLQ Manifesto — Octobre 1970



LA RADICALISATION AU CANADA



Il est difficile de mesurer l'ampleur de la radicalisation dans le Canada contemporain, plus particulièrement la radicalisation liée au terrorisme islamiste. Un nombre relativement limité d'études portent sur le problème, mais l'une d'entre elles est actuellement menée au Canada par le centre d'études et de recherches DEMOS, établi au Royaume-Uni, et vise à évaluer l'ampleur du problème. Les organismes de sécurité et d'application de la loi, qui constituent la meilleure source de données statistiques, ne font enquête que sur les individus qui se sont déjà radicalisés à un point tel qu'ils commettent ou sont sur le point de commettre des infractions criminelles. Les données dont disposent les organismes de sécurité et d'application de la loi peuvent donc être biaisées et ne pas être représentatives de l'ensemble de la société.

Cependant, d'autres sources de données, tant quantitatives que qualitatives, jettent dans une certaine mesure la lumière sur la question. Par exemple, selon un sondage mené en 2006 par ENVIRONICS auprès de Canadiens musulmans, 12 % des répondants ont dit appuyer en partie ou entièrement les intentions de la présumée cellule terroriste des 18 jeunes de Toronto. Bien que les résultats de ce sondage ne signifient pas nécessairement que 12 % de tous les membres la communauté musulmane du Canada (soit 100 000 personnes) se sont radicalisés ou sont en faveur de l'idéologie radicale, ils sont comparables à ceux découlant d'études semblables menées ailleurs en Occident. Il importe toutefois de noter que ce sondage a été réalisé à la hâte, sans échantillon témoin significatif, et dans un contexte politique et émotif très lourd.

Au même moment, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a déclaré publiquement qu'il surveillait « plusieurs centaines » de sujets d'intérêt (dont certains se sont radicalisés) qui pourraient constituer une menace à la sécurité nationale. De plus, le service de sécurité du Royaume-Uni (M15) a annoncé qu'il avait recensé environ 2 000 de ces radicaux.

De ce fait, on peut supposer que le problème de la radicalisation est plus important que ce que laissent croire les enquêtes menées à l'heure actuelle. D'ailleurs, les affaires de Khawaja et des 18 jeunes de Toronto témoignent également du fait que la radicalisation est un phénomène bien réel au Canada et qu'elle peut très bien mener à la violence. Pour élaborer une politique officielle sur la radicalisation, il faudra non seulement établir des paramètres pertinents, mais aussi connaître et comprendre les communautés à risque ainsi que les pressions et les forces dynamiques à l'œuvre dans ces communautés.

QUI SONT LES RADICAUX QUI DEVIENNENT DES TERRORISTES?

Des universitaires et des experts en sécurité ont mis beaucoup de temps et d'énergie à tenter de définir une typologie radicale et de cerner les facteurs qui poussent certaines personnes, surtout des jeunes, à se radicaliser au point de prendre part à des actes terroristes.

Même si la croyance populaire veut que la pauvreté et l'aliénation entraînent le passage de la radicalisation au terrorisme, cette croyance n'a pas été prouvée. Les terroristes qui se sont radicalisés à l'intérieur d'un pays ne vivent pas nécessairement en marge de la société. Pensons notamment aux huit suspects liés aux attentats terroristes ratés en juin 2007 à Londres et à l'aéroport international de Glasgow : ils étaient tous des professionnels, c'est-à-dire des médecins, des chercheurs dans le domaine médical et un ingénieur et résidaient tous au Royaume-Uni. En outre, il a été démontré récemment que bon nombre d'extrémistes dangereux font partie de la classe moyenne ou de la classe moyenne supérieure. Les membres de la cellule de Hambourg, le noyau dur des attentats du 11 septembre 2001, ont tous été recrutés alors qu'ils étaient étudiants dans des universités de l'Allemagne. Oussama Ben Laden a fait des études de génie et son bras droit, Ayman al-Zawahiri, est pédiatre.

Cette tendance a également été observée par le passé : Ulrike Meinhoff, fondatrice et chef idéologue du groupe allemand Faction armée rouge, était une journaliste très instruite, et George Habash, fondateur du Front populaire pour la libération de la Palestine (qui était chrétien et non musulman), était médecin, tout comme Ernesto « Che » Guevara. Vladimir Lénine, Leon Trotsky et les autres membres de la faction bolchevique (à l'exception de Joseph Staline) étaient de grands penseurs très instruits qui avaient beaucoup voyagé.

Dans le milieu de la police et de la sécurité, on a tendance à croire que les carences et l'aliénation permettent de prévoir le genre de radicalisation pouvant mener à des actes extrémistes. Par conséquent, l'attention et les ressources sont souvent concentrées sur les jeunes et les personnes appartenant à la classe marginale. Or, les personnes instruites et faisant preuve d'une grande maturité sont beaucoup plus susceptibles que les jeunes d'être réceptives à des messages radicaux poussés. Plus important encore, elles possèdent les ressources intellectuelles et émotionnelles nécessaires pour prendre des mesures directes et significatives et pour assurer un leadership au sein de cellules terroristes.

Une autre croyance populaire veut que l'échec de concepts comme le multiculturalisme et l'intégration soit à l'origine de la transformation de la radicalisation en terrorisme. Selon cette croyance, les enfants d'immigrants qui se retrouvent pris au piège dans la marginalité en raison d'un conflit entre le monde traditionnel de leurs parents et les messages culturels souvent déroutants et contradictoires de la société occidentale moderne risquent plus que d'autres de se livrer à des actes terroristes.

Bien que cette croyance soit fondée dans une certaine mesure, elle décrit un dilemme avec lequel sont aux prises bien des immigrants, mais qui mène rarement au terrorisme. Le procès des 18 jeunes de Toronto a réfuté la thèse selon laquelle les



terroristes qui se sont radicalisés dans le pays qu'ils attaquent ou veulent attaquer sont en quelque sorte marginaux. Or, les médias ont souvent insisté sur le fait que les jeunes prévenus étaient des gens « ordinaires ». Les enregistrements de conversations interceptées que l'on a fait jouer devant le tribunal le prouvent : on y entend les prévenus employer un jargon propre aux jeunes de la rue, affirmer qu'ils adorent les beignes de chez Tim Horton's et s'exclamer d'admiration devant la beauté des paysages hivernaux des régions rurales de l'Ontario.

Ce fait se vérifie également en Europe, où des personnes qui sont nées sur ce continent et qui se radicalisent jusqu'au point de commettre des actes terroristes ne se distinguent souvent pas, en apparence, de leurs pairs. Par exemple, les accents du Nord de l'Angleterre que l'on a entendus dans les déclarations de « martyr » des terroristes qui sont à l'origine des attentats du 7 juillet 2005 ressemblaient beaucoup à ceux des membres des Beatles. De plus, les terroristes responsables de ces attentats étaient tous assez instruits, occupaient des postes importants et franchissaient des frontières ethniques et culturelles au quotidien. Les terroristes qui se sont attaqués à l'aéroport de Glasgow étaient des professionnels qui avaient une carrière prospère et jouissaient apparemment d'un bon statut dans la société britannique. Comme on peut le constater dans ce qui précède, s'il existe un dénominateur commun, c'est le nombre d'extrémistes issus de classes socio économiques qui, en apparence, tendent surtout à s'installer dans le statu quo. Certains des citoyens les plus honorables des Treize Colonies étaient à la tête de la Révolution américaine, alors

il ne faudrait pas s'étonner que des jeunes ayant le plus profité de ce que le Canada a à offrir épousent des causes radicales.

Le fait d'être ordinaire est un facteur clé de la radicalisation à l'intérieur d'un pays comme le Canada. En effet, c'est ce qui permet à des personnes qui sont en apparence intégrées à la culture du pays et ne présentent pas de traits distinctifs de se radicaliser à un point tel qu'ils planifient et commettent des actes terroristes, et ce, sans se faire remarquer. Il est tout à fait normal que des terroristes nés au Canada aiment les beignes de chez Tim Horton's; le contraire serait surprenant. Cette dualité pose tout un défi aux organismes de sécurité et d'application de la loi, qui doivent résoudre, et surtout anticiper, le problème de la radicalisation.

Par ailleurs, le fait que les individus soupçonnés de terrorisme qui sont nés au Canada se fondent dans la masse constitue un obstacle que doivent surmonter les organismes de sécurité et d'application de la loi lorsque vient le temps de sensibiliser la population au problème de la radicalisation. Étant donné que des jeunes comme les 18 prévenus de Toronto sont intégrés à la culture de la jeunesse canadienne et qu'ils présentent des caractéristiques propres aux gens du pays, il semble impossible qu'ils soient des terroristes actifs ou qu'ils aspirent à le devenir. D'un point de vue logique, cette perception peut donner à penser que l'affaire n'est pas une poursuite criminelle viable, mais qu'il s'agit plutôt de la persécution organisée d'un groupe de jeunes malchanceux en quête d'un avenir prometteur.

POURQUOI CERTAINS RADICAUX DEVIENNENT-ILS DES TERRORISTES?

Bien que des concepts tels l'aliénation puissent expliquer une partie du problème de la radicalisation, ils ne permettent pas toujours de le prévoir ou de le résoudre. Il arrive qu'en bout de ligne des motifs sociaux, politiques et religieux, qui sont, pour la plupart, incommensurables, constituent des facteurs qui pèsent davantage dans la balance que la simple citoyenneté. La radicalisation demeure un phénomène difficile à prévoir et auquel il est difficile d'associer une typologie. Les indices de la préradicalisation, s'ils existent ou peuvent être décelés, sont souvent extrêmement subtils, surtout pour une personne qui ne connaît pas la culture, comme un policier ou un agent de renseignements.



Néanmoins, si l'on examine des exemples de radicalisation nationale et internationale, on arrive à cerner certains dénominateurs communs, du moins relativement à la transformation de jeunes musulmans canadiens en extrémistes. Les liens familiaux peuvent notamment jouer un rôle crucial dans cette transformation. Pensons à Ahmed Said Khadr, le père d'Omar Khadr, qui a inculqué l'idéologie islamiste à tous ses enfants et a veillé à ce qu'ils suivent un entraînement dans les camps d'Al-Qaïda en Afghanistan. Il souhaitait également qu'au moins l'un d'entre eux commette un attentat-suicide.

Les liens familiaux peuvent être étendus de manière à englober toute une gamme de réseaux sociaux. Quatre des huit personnes accusées à la suite de l'Opération Overt vivaient dans le même quartier de l'East London, et les 18 prévenus de Toronto appartenaient au même réseau scolaire et à un certain nombre de réseaux de quartier. Dans de tels réseaux sociaux et réseaux de pairs, les similitudes d'antécédents, d'âge et de mentalité créent souvent une synergie qui peut accélérer la radicalisation et amener les gens à adopter des attitudes et à poser en groupe des gestes auxquels ils ne songeraient peut-être même pas comme individus.

Les leaders et mentors spirituels aux opinions extrémistes peuvent également exercer une très grande influence sur les gens, surtout les jeunes. Aly Hindy, un imam du Salaheddin Islamic Centre à Toronto, a joué le rôle du point de contact pour des radicaux islamistes de la région de Toronto, plus particulièrement pour la famille Khadr et des membres du groupe des 18 jeunes prévenus de Toronto. De même, certaines personnes qui se sont converties à l'islam peuvent en arriver à interpréter la religion de manière radicale sous l'influence d'un leader ou d'un mentor extrémiste. Au moins une personne convertie était impliquée dans l'affaire des 18 jeunes de Toronto. Germaine Lindsay, qui est né en Jamaïque et s'était converti à l'islam, figurait parmi les terroristes responsables des attentats à la bombe du 7 juillet 2005 à Londres, et Jason Walters, alias Jamal, un Américain d'origine néerlandaise, faisait partie du groupe Hofstad aux Pays-Bas.

Le fait de s'être rendu dans des pays où se trouvent un grand nombre d'extrémistes figure aussi parmi les facteurs importants. Plusieurs extrémistes nés au Canada ont visité l'Arabie saoudite et y ont étudié pendant de longues périodes. Dans ce pays, ils ont été exposés à l'idéologie islamiste dans des mosquées et des établissements théologiques. L'Afghanistan et le Pakistan sont aussi des pays qui font l'objet d'une

attention particulière, surtout si le sujet d'intérêt a séjourné dans un camp d'entraînement de terroristes ou a participé à des opérations de combat réel. John Walker Lindh, mieux connu sous le nom de « taliban américain », est un converti qui a fait des études dans des madrassas radicaux (séminaires islamiques) au Yémen et au Pakistan avant de se joindre aux combattants talibans en Afghanistan. De même, Momin Khawaja a séjourné quelque temps au Pakistan, et les frères Khadr ont participé à des camps d'entraînement et à des opérations de combat de talibans.

Les facteurs géopolitiques, plus particulièrement la souffrance prétendue de l'Oumma (communauté mondiale des musulmans) causée par l'Occident, pourraient aussi être ceux qui poussent le plus certaines personnes à adhérer à la pensée extrémiste, laquelle mène parfois à des actes violents. Le message selon lequel le monde est fondamentalement « en guerre » contre l'islam est le principal fil conducteur du « discours universel », ou l'explication unique, qui sert toujours à justifier les actes terroristes dans le monde entier. Ce discours est renforcé par les événements mondiaux actuels, comme le conflit israélo-palestinien et le conflit en Afghanistan, où les communautés musulmanes sont représentées comme le brave David contre l'énorme et brutal Goliath. Le romantisme de cette lutte inégale peut exercer un attrait particulier sur les jeunes musulmans, qui éprouvent l'envie profonde et jugent nécessaire de venir en aide à leurs frères et sœurs aux prises avec les grandes puissances déployées contre eux.

De nombreux groupes ethniques, culturels et religieux au Canada restent profondément préoccupés par les questions qui touchent leurs pays d'origine. De fait, l'identification aux communautés et aux pays d'origine est toujours une partie intégrante de l'approche du Canada par rapport au multiculturalisme. Le « discours universel » islamiste — véhiculé par des idéologues islamistes de toutes les catégories, qu'il s'agisse d'Oussama Ben Laden ou de simples prédicateurs — est fondamentalement différent. En plus d'être au cœur de la vision du monde des islamistes, ce discours désigne le Canada comme un élément du problème, principalement à cause de sa participation aux interventions militaires en Afghanistan, de ses liens étroits avec les États-Unis et le Royaume-Uni, et du fait qu'il appuie l'État d'Israël. En outre, Oussama Ben Laden et d'autres idéologues ont décrit le Canada comme l'une des nations qui s'attaquent à l'islam et souhaitent sa destruction.

Lorsqu'il est combiné à des doléances purement personnelles ou circonscrites, le « discours universel » devient un moyen d'expliquer le monde et de lui donner un sens personnel, de même qu'une cause pour laquelle lutter. Cette combinaison de vision du monde et d'autojustification semble avoir influé grandement sur la décision des 18 jeunes prévenus de Toronto de comploter en vue de commettre un attentat. Elle a aussi exercé une influence déterminante sur Momin Khawaja qui, après une enfance et une adolescence sans histoire en banlieue d'Ottawa, a acquis la conviction au début de la vingtaine que les États-Unis et leurs alliés étaient responsables de la dévastation du monde islamique.

COMMUNAUTÉS FRAGILES

Les médias ont tendance à présenter la conversion à l'islam comme un « raccourci » menant au terrorisme. Cependant, l'islam est l'une des religions qui connaît la plus grande croissance au monde. On estime que près de 25 % des musulmans américains sont des convertis à l'islam et que de 10 000 à 20 000 personnes s'y convertissent chaque année au Royaume-Uni. La plupart des convertis à l'islam sont des gens ordinaires qui se sont sentis interpellés par cette religion.

Cependant, les convertis sont une constante dans les complots terroristes islamistes. Environ la moitié des sujets impliqués dans des complots mis au jour aux États-Unis étaient des convertis. À l'échelle internationale, un certain nombre de leaders islamiques ont formulé des inquiétudes par rapport à la vulnérabilité des convertis à la radicalisation. Ils ont souligné que l'expérience de la conversion peut créer un état émotif que les agents de radicalisation peuvent facilement manipuler, ce que semble corroborer l'histoire de personnes comme Germaine Lindsay, Jamal Walters et John Walker Lindh (ci-dessus). La conversion n'est pas nécessairement un précurseur de l'extrémisme, mais elle peut contribuer à la formation de la pensée extrémiste.

De même, les mosquées sont souvent décrites comme des foyers de prosélytisme idéologique, ce qui s'avère fondé dans certains cas : le Salaheddin Islamic Centre à Toronto et la Finsbury Park Mosque de Londres, qui a déjà porté le surnom imagé de « suicide factory » (ou usine à martyrs) en sont des exemples flagrants. Cela dit, la plupart des mosquées jouent le même rôle que les églises et les synagogues et sont gérées par la congrégation et leurs représentants. La congrégation subvient aux besoins de l'imam, qui dépend de la bonne volonté de la congrégation. Par conséquent, même dans les mosquées les plus conservatrices sur le plan idéologique, les extrémistes et ceux qui s'éloignent des idées et des pratiques acceptables selon la congrégation sont généralement expulsés ou ignorés.

En fait, ce sont parfois les gestes posés ou les discussions tenues EN DEHORS des mosquées qui posent un réel problème, surtout en ce qui touche certaines des questions existentielles et géopolitiques liées à la place de l'islam dans le monde. S'ils ne jouissent pas d'une ligne de conduite claire leur permettant d'obtenir des réponses satisfaisantes en matière de théologie ou d'idéologie, certains jeunes curieux et tourmentés qui se sentent frustrés par le manque de réponses que leur donnent les établissements culturels et religieux légitimes se tournent vers d'autres organisations. C'est à ce moment qu'ils risquent d'être attirés dans un « monde secret » qui est extrêmement difficile à percer par les policiers et les responsables de la sécurité. C'est dans ce monde secret, qui est de plus en plus facilité par Internet, qu'ils rencontrent des idéologues et des extrémistes charismatiques et qu'ils sont endoctrinés selon les principes du discours universel.



LES NOUVEAUX DÉFIS



1. Internet

Gertrude Stein, auteure américaine, a fait la remarque suivante à propos de sa ville natale, Oakland, en Californie : « Là-bas, il n’y a pas d’ici. » Cette citation s’applique très bien non seulement au Web, mais également à bon nombre d’organisations terroristes. Autant les groupes terroristes qu’Internet sont formés de multiples réseaux et ne présentent pas de noyau distinct.

Internet demeure un outil très prisé par les terroristes, non seulement par Al-Qaïda, mais aussi par un éventail d’organisations extrémistes qui, encore une fois, sont davantage un mélange de réseaux peu définis que des groupes structurés et sont établies un peu partout dans le monde. Comme ils ne jouissent pas d’un commandement ni d’une capacité de contrôle « physique », les groupes terroristes doivent s’en remettre à Internet pour amasser des fonds, planifier des stratégies et des tactiques et, sans doute plus important encore, recruter et mobiliser des membres et faire de la propagande.

La radicalisation par Internet est rare. Néanmoins, Internet est une plateforme très efficace, en particulier pour établir des contacts et des réseaux personnels qui facilitent le processus de radicalisation. Bien entendu, de par sa nature, Internet est l’outil idéal pour le recrutement. En effet, il est facilement accessible, son contenu est difficile à surveiller et à contrôler et il permet une communication rapide et anonyme entre un grand nombre de personnes. L’instantanéité d’Internet permet à des gens de divers endroits dans le monde de se réunir dans un espace virtuel privé pour échanger gratuitement (et de façon anonyme au début) leurs points de vue et leurs idées.

Le caractère instantané et intime d’Internet s’ajoute à la capacité de certains sites Web à combiner mots, images, vidéos, sons et musique dans un milieu soigneusement contrôlé. Cette combinaison s’avère beaucoup plus efficace que le prosélytisme aux fins de la manipulation; on peut comparer ces sites à des publicités judicieuses et inventives qui réussissent plus facilement à capter l’attention du public que le meilleur des vendeurs.

Al-Qaïda n’est certainement pas le seul groupe terroriste à se servir d’Internet. Presque toutes les organisations terroristes connues ont, d’une manière ou d’une autre, une présence sur le Web. C’est le cas non seulement de groupes établis au Moyen-Orient, comme le Hamas et le Hezbollah, mais également d’organisations européennes (ETA et Armée républicaine irlandaise), d’Amérique latine (Sentier lumineux et Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru), d’Asie du Sud (Tigres de libération de l’Eelam tamoul et Lashkar-e-Taiba) ainsi que d’Extrême-Orient et d’Asie du Sud-Est (Vérité suprême d’Aum et Front national de libération moro).

Les jeunes sont les usagers les plus réceptifs aux messages extrémistes qui circulent sur le Web. Non seulement leur schème de pensée est grandement façonné par leur utilisation d'Internet, mais ils ont aussi du mal à obtenir des réponses à leurs questions sur la foi, l'avenir et leur place dans le monde. Les extrémistes arrivent souvent à toucher ces jeunes et à les attirer dans une culture empreinte de conflits et de victimisation, où les « ennemis » ont été identifiés et où l'on dénonce la souffrance et l'humiliation que font subir ces ennemis à certains groupes ethniques ou religieux, comme les musulmans, les Basques, les Tamouls et les catholiques irlandais. Cette culture de conflits et de victimisation se trouve au cœur du discours universel mentionné plus tôt.

Bon nombre de sites Web islamistes attirent leur public en commençant par leur poser des questions existentielles, notamment les suivantes : « Qu'est-ce le fait d'être musulman signifie dans le monde d'aujourd'hui? » ; « Quelle est ma place dans l'Oumma? » C'est une fois que les questions sur l'identité islamique et le sens de la vie dans l'islam ont « accroché » le public cible qu'un processus d'endoctrinement plus évident s'amorce.

Sur la Toile, l'endoctrinement islamiste repose généralement sur le discours universel, qui porte surtout sur les « problèmes islamiques », lesquels sont nés de menaces perçues posées par des ennemis communs, comme Israël ou les « guerriers occidentaux » (les États-Unis et leurs alliés), et par la souffrance et l'humiliation subies par les musulmans aux mains de ces ennemis. Lorsque ce discours, teinté de conflits, de persécution et de victimisation, est jumelé à des images et à des références ancrées dans la culture des jeunes, il a une incidence énorme chez les jeunes, plus particulièrement ceux qui sont à la recherche d'une explication relativement à la place qu'ils occupent dans le monde.

2. Les femmes

Depuis toujours, le discours universel islamiste donne aux femmes un rôle ambigu. La représentation des femmes comme combattantes dans la propagande extrémiste vise moins à encourager les femmes qu'à humilier les hommes musulmans qui se tiennent à l'écart de la lutte. Toutefois, les groupes islamistes extrémistes semblent de plus en plus disposés à accueillir des femmes. Le Hamas, le Hezbollah et un certain nombre d'autres organisations décrivent de

plus en plus les femmes comme des êtres implacables qui n'ont pas peur d'exprimer leurs opinions, réfutant ainsi les stéréotypes que véhiculent les Occidentaux au sujet des femmes musulmanes. Al-Qaïda publie un magazine en ligne destiné aux femmes et dont le but précis est de recruter des combattantes et des martyres. D'autres publications qui ciblent les femmes, en particulier sur Internet, portent surtout sur leur rôle dans les opérations terroristes et fournissent des instructions précises sur un éventail de sujets pratiques, depuis les armes légères jusqu'à la médecine de combat en passant par les explosifs.

Que ce soit en Iraq, en Jordanie, en Afghanistan ou au Cachemire, le nombre d'attentats suicides perpétrés par des femmes ne cesse d'augmenter. De plus, des femmes sont activement impliquées dans des actes terroristes tchéchènes, comme cela a été le cas lors de la prise d'otages dans un théâtre de Moscou et du massacre dans une école de Beslan, en Russie. Ces observations témoignent du fait que la tradition d'empêcher les femmes de prendre part à des actes terroristes directs commence à décroître, ce qui pourrait témoigner du désir d'Al Qaïda et de ses groupes affiliés de donner une tout autre portée à leurs opérations terroristes en faisant appel à des membres beaucoup plus diversifiés. Les activités terroristes islamistes, du moins les actes violents, ont depuis toujours été menées principalement par des hommes. C'est pourquoi les femmes, surtout celles qui n'affichent pas ouvertement leur appartenance à la religion musulmane, pourraient devenir de puissants atouts pour les groupes terroristes. Par exemple, en 2005, Muriel Degauque, une femme belge convertie à l'islam, s'est rendue en Iraq où elle a commis un attentat suicide visant des patrouilles militaires américaines.

En outre, les femmes prêtent leur voix au message idéologique islamiste et délaissent étrangement le discours selon lequel les femmes musulmanes souffrent et aspirent à l'émancipation. En 2005, Shabina Begum, une adolescente britannique qui a obtenu d'un tribunal le droit de porter le jilbab (une longue tunique) par-dessus son uniforme scolaire a fait l'observation suivante : « Les femmes musulmanes, de l'Ouzbékistan jusqu'en Turquie, font les frais des politiques dirigées par les gouvernements occidentaux [...] de jeunes musulmanes comme moi se tournent de nouveau vers la foi après des années à s'être fait dire qu'elles devaient s'en libérer ».

3. Les « Rouges » et les « Verts »

Parmi les autres vecteurs et facteurs de vulnérabilité de la radicalisation figure la création à l'échelle mondiale de liens entre la gauche (les « Rouges ») et les Islamistes extrémistes (les « Verts »). L'opposition à la mondialisation, au capitalisme et aux politiques extérieures et sur la sécurité des États-Unis unit les deux groupes, opposition qui est renforcée par un sentiment de haine à l'égard d'Israël et d'admiration pour le soi-disant côté activiste social de groupes terroristes comme le Hamas et le Hezbollah. La découverte déroutante d'une cause commune est une façon pour les groupes islamistes de se cacher derrière la théorie de la libération des peuples opprimés et, plus important encore, de prendre une part active au vaste éventail des politiques occidentales.

Bien que le problème soit surtout européen, des « coalitions Rouges-Verts » ont fait leur apparition au Canada, plus particulièrement chez les étudiants. À maintes occasions, l'Université Concordia a dû annuler des débats sur la question israélo-palestinienne à la suite de manifestations et de menaces de violence de la part de groupes d'étudiants musulmans et de la gauche qui s'opposaient à ce que leurs points de vue soient contestés. Même si ce type de mesure n'est pas monnaie courante, il constitue une abrogation fondamentale aux garanties constitutionnelles relativement à la liberté d'expression et d'association.

LA RADICALISATION EST-ELLE LÀ POUR RESTER?

Les idées et les actes radicaux et extrémistes ne constituent pas nécessairement une fin en soi. En effet, bon nombre de penseurs et de terroristes radicaux et extrémistes ont rejoint les rangs de la politique et de la société légitimes.

Entre les années 70 et la fin des années 80, le Mouvement du 19 avril, ou le M-19, était le plus important groupe de guérilla de la Colombie, après les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Le M-19 est l'auteur d'une succession d'attentats terroristes spectaculaires, y compris la prise en otage de nombreux diplomates étrangers en 1980 et une attaque armée du ministère de la Justice colombien en 1985. Or, lors d'une série de négociations avec le gouvernement de la Colombie, les chefs du M-19 et la plupart de ses guérilleros ont répudié la violence et exprimé leur désir de changer la société en participant au régime politique légitime. Leur démarche allait au delà du simple pragmatisme. Sous le nom d'Alliance démocratique M-19, le groupe a fini par exercer une grande influence dans le régime politique de la Colombie, contribuer à forger une constitution efficace dans le pays et assumer la présidence de l'assemblée constituante. L'Alliance démocratique M-19 continue d'exercer une influence sur diverses coalitions politiques colombiennes et joue un rôle considérable dans le processus politique du pays.

Plus près de chez nous, Barack Obama, président des États-Unis, s'est incliné, lors des primaires démocrates de 2000, devant Bobby Rush, un homme qui fait partie du paysage politique de Chicago depuis des lustres. Vieux de la vieille du Parti démocrate, M. Rush est un politicien respecté qui en est à son huitième mandat au sein du Congrès. Le parcours professionnel de M. Rush est fascinant. Après avoir servi dans l'armée, il a étudié à l'université où il a fait partie du Student Non-Violent Coordinating Committee, un organisme de défense des droits civiques. Par la suite, il s'est joint au Black Panther Party et a cofondé le chapitre de l'Illinois. En tant que Black Panther, il a coordonné le programme de repas gratuits et de cliniques médicales gratuites à Chicago. Il a également aidé à convaincre le milieu de la médecine et de la recherche de reconnaître les répercussions de la drépanocytose dans les communautés afro-américaines.

Même s'ils présentent des différences fondamentales à plusieurs égards, les cas du M-19 et de Bobby Rush prouvent que notre compréhension de la radicalisation se doit d'être beaucoup plus nuancée. Il faut se rappeler que les idées radicales ne se traduisent pas nécessairement en actes terroristes. Les radicaux peuvent en effet jouer un rôle très positif, tant dans leur communauté que dans le monde politique. Qui plus est, le radicalisme suit une courbe changeante, et certains radicaux, voire des extrémistes, peuvent être persuadés qu'il leur faut canaliser leur énergie et leur passion dans la politique légitime. Du point de vue de la sécurité, il faut arriver à comprendre les différentes manifestations du radicalisme et savoir distinguer celles qui présentent une menace de celles qui s'avèrent positives.

Un certain nombre de pays, dont l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Yémen, Singapour, l'Indonésie et la Malaisie, ont recours à des programmes de déradicalisation qui ont



pour but de démobiliser des extrémistes violents et leurs partisans. La majeure partie de ces programmes ont été influencés en partie par les efforts colossaux déployés en Arabie saoudite afin de déradicaliser les terroristes et de les réintégrer à la société.

Le programme de déradicalisation est né d'une prise de conscience selon laquelle l'extrémisme islamiste violent ne peut être vaincu au moyen de mesures de sécurité conventionnelles seulement. Il est tout aussi essentiel d'en discréditer le fondement intellectuel et de venir à bout de l'idéologie qui alimente et nourrit la violence politique. Les extrémistes qui ont été déclarés coupables (dont certains ont été rapatriés de la prison de Guantanamo) et que les autorités saoudiennes jugent aptes à réintégrer la société doivent suivre des séances de counseling intensif données par des érudits religieux et qui visent surtout à leur faire mieux comprendre la doctrine islamique, plus particulièrement les changements politiques et les diverses nuances entourant le djihād. Ces séances sont jumelées à des programmes intensifs de réintégration sociale, de soutien familial et de suivi continu après la mise en liberté. Jusqu'à présent, environ 3 000 prisonniers ont participé au programme de déradicalisation de l'Arabie saoudite. Les autorités saoudiennes affirment que le taux de réussite de la réhabilitation de ces prisonniers est de 80 à 90 % et que seulement 35 individus ont été arrêtés de nouveau pour avoir commis une infraction portant atteinte à la sécurité.

Les communautés qui disent avoir bénéficié de la réussite (présumée) de ce type de programmes sont très différentes de celles que l'on trouve au Canada. Elles évoluent dans des pays qui ont tous recours à la peine de mort et la plupart d'entre elles utilisent régulièrement la torture comme outil d'enquête ou d'interrogatoire. L'Arabie saoudite ne recourt pas à la torture, en partie pour corriger l'image de

« répresseur » qu'à son service de sécurité. Cependant, il peut être plus facile de convaincre des extrémistes de cesser leurs activités grâce à des menaces physiques implicites qu'au moyen de programmes de déradicalisation.

Cela dit, les autorités saoudiennes admettent facilement que la sécurité intérieure de leur royaume constitue la priorité de leur programme de déradicalisation. Elles admettent également que, si les terroristes « réhabilités » quittent le royaume et mènent des activités terroristes ailleurs dans le monde, il y aura de réelles conséquences, notamment des représailles et une instabilité nationale et régionale. Sur ce point précis, les intérêts de l'Occident et de l'Arabie saoudite convergent. Cette convergence a été mise en relief par l'affaire Said Ali al-Shihri, un « ancien » de la prison de Guantanamo et du programme de déradicalisation de l'Arabie saoudite, qui est devenu numéro deux d'Al-Qaïda au Yémen et qui a été impliqué dans l'attentat à la bombe contre l'ambassade des États-Unis à Sanaa.

Néanmoins, la réussite théorique du programme saoudien et la quantité exceptionnelle de ressources que le gouvernement saoudien continue d'y investir donnent à penser que les programmes anti-radicalisation (pour ne pas dire les programmes de déradicalisation) pour les terroristes islamistes sont bien plus qu'un rêve illusoire. De plus, le cas de l'Arabie saoudite montre clairement que la réussite des programmes de déradicalisation doit reposer sur une grande compréhension des fondements idéologiques et théologiques de la pensée extrémiste. De façon tout aussi importante, ces programmes doivent être entièrement adaptés à la culture des participants. C'est pourquoi dans les pays occidentaux, les initiatives de déradicalisation doivent être offertes par les communautés touchées plutôt que par la police, les services de sécurité ou tout autre organisme « officiel ».

QUELLES SONT LES MESURES PRISES POUR Y REMÉDIER?

La radicalisation est une question extrêmement complexe ayant un vaste éventail de répercussions politiques et sociales, non seulement à l'échelle internationale, mais également au Canada. Or, plusieurs facteurs atténuants entrent en ligne de compte, ce qui rend la nature des menaces liées à la radicalisation différente de celles présentes en Europe ou au Royaume-Uni, par exemple.

Le Canada est une société pluraliste dont la stratégie relative à l'immigration repose sur le multiculturalisme. Depuis bon nombre d'années, les minorités et les nouveaux arrivants au Canada réussissent à bien s'intégrer à leur milieu tout en conservant leurs pratiques et croyances religieuses et culturelles. L'égalité d'accès aux possibilités économiques du pays est tant un principe qu'une réalité au Canada. D'ailleurs, la politique canadienne en matière d'immigration contribue à renforcer les communautés minoritaires dont les membres sont instruits et sont en mesure de bien fonctionner grâce à la plupart des mesures sociales et économiques.

Ainsi, les organismes canadiens d'application de la loi, de pair avec d'autres initiatives gouvernementales, n'ont pas pour tâche de lutter contre les messages radicaux qui sont ancrés dans certaines communautés, mais plutôt d'aider à bâtir des communautés qui résistent à la radicalisation pouvant mener à des actes terroristes, et ce, grâce à des programmes efficaces de soutien et de prévention.

Au cours des derniers mois, l'équipe des Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN) a travaillé étroitement avec un groupe de travail formé de plusieurs autres organismes canadiens de police, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, et le ministère de la Sécurité publique afin d'élaborer une stratégie de prévention de la radicalisation qui serait adoptée par tous les organismes canadiens d'application de la loi, sous l'égide du comité de lutte contre le terrorisme et de la sécurité nationale de l'Association canadienne des chefs de police (ACCP). Un premier exposé de principes (analyse de rentabilisation) a été approuvé par le comité en août 2008. Au cours de l'automne et de l'hiver, le groupe de travail cernera une série de pratiques exemplaires liées à la radicalisation et à sa prévention, tant au sein de la GRC que dans d'autres organismes, puis il procédera à leur uniformisation à l'échelle du pays.

Le groupe de travail a consacré beaucoup de temps à l'examen des modèles de lutte contre la radicalisation en vigueur ailleurs dans le monde, et ses membres estiment que le Canada a de l'avance par rapport à d'autres pays à ce chapitre et que nous pouvons tirer des leçons des incidents qui ont déjà eu lieu en vue de créer une stratégie efficace de prévention de la radicalisation. Cependant, comme il a été mentionné précédemment, pour établir une telle stratégie, il faut d'abord et avant tout des paramètres pertinents et une connaissance suffisante des communautés à risque.



LE TERRORISME NATIONAL OU INTERNATIONAL : AVONS-NOUS LE CHOIX?



Récemment, Bruce Hoffman et Marc Sageman, deux des grands théoriciens américains sur le terrorisme, ont pris part à un débat très médiatisé sur la nature de la menace d'Al Qaïda. Dans son dernier ouvrage, intitulé *Leaderless Jihad: Terror Networks in the Twenty-first Century*, M. Sageman soutient que la puissance d'Al-Qaïda est très affaiblie, que la véritable menace terroriste vient d'individus et de petits groupes qui se sont radicalisés et qui se réunissent pour comploter dans leurs quartiers ou sur Internet. Quant à M. Hoffman, un historien respecté de l'Université Georgetown, il a réfuté la théorie de Marc Sageman dans un exposé de synthèse publié dans la revue *Foreign Affairs*, citant un avertissement émis récemment dans le National Intelligence Estimate selon lequel le « noyau d'Al-Qaïda » est en train de se reformer au Pakistan.

L'argumentation de M. Sageman repose sur le concept de la radicalisation nationale. S'il a raison et si la véritable menace terroriste provient effectivement de l'intérieur, il faut alors miser sur le renseignement, l'application de la loi et les poursuites efficaces. Toutefois, si le groupe monolithique d'Al-Qaïda continue de présenter une menace partout dans le monde comme le prétend M. Hoffman, les opérations militaires et de renseignement extérieur ainsi que les politiques étrangères en matière d'intervention sont de mise.

En fait, tant Sageman que Hoffman ont raison (ou tort, selon le point de vue). En effet, bon nombre de signes plausibles révèlent qu'Al-Qaïda s'est effectivement reformé à l'abri des regards dans les régions tribales du Pakistan occidental et que le groupe joue un rôle notamment dans le soulèvement des talibans en Afghanistan. Des groupes affiliés à Al-Qaïda et qui s'en inspirent sont actifs en Iraq et en Afrique de l'Est et du Nord, et l'organisation sert de phare aux extrémistes violents dans le monde entier. C'est pourquoi peu importe le rôle réel que joue le noyau d'Al Qaïda à l'heure actuelle, le simple fait qu'il existe toujours présente une menace à de multiples égards.

Il ne fait donc aucun doute que la radicalisation nationale menant au terrorisme demeure une menace réelle qui est fort probablement grandissante. En fait, les menaces provenant de l'intérieur et de l'extérieur sont complémentaires : les messages véhiculés par Al Qaïda influent grandement sur la radicalisation, tandis que bon nombre d'individus qui se sont radicalisés à l'intérieur d'un pays, comme les terroristes responsables des attentats à la bombe du 7 juillet 2005, passent par des camps d'entraînement dirigés par Al-Qaïda. C'est pourquoi il est parfois difficile de tracer la ligne de séparation entre ces deux types de menace.

Bien qu'il soit tentant de privilégier l'un ou l'autre des scénarios décrits ci-dessus, le fait d'en choisir un nous ramènera presque assurément à une perception erronée du terrorisme, comme c'était le cas dans les années 1990. Des erreurs de perception ont en effet mené non seulement à la tragédie du 11 septembre 2001, mais également aux attentats à la bombe de Londres (7 juillet 2005) et de Madrid, ainsi qu'à l'assassinat de Theo Van Gogh, entre autres. Il ne fait aucun doute qu'une approche mixte (qui appuie et intègre des initiatives d'envergure comme l'étude de la GRC, en collaboration avec l'ACCP, sur la lutte contre la radicalisation) constitue la meilleure stratégie à adopter.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE ET OUVRAGES D'INTÉRÊT

ASSOCIATION CANADIENNE DES CHEFS DE POLICE. Radicalization Study Group. *Building Community Resilience to Violent Ideologies: A Discussion Paper*, 2008

ARMSTRONG, Karen. *Islam: A Short History*, The Modern Library, 2002

BURUMA, Ian. *Murder in Amsterdam. Liberal Europe, Islam and the Limits of Tolerance*, Penguin, 2006

BOUCEK, Christopher. « Saudi Arabia's "Soft" Counterterrorism Strategy: Prevention, Rehabilitation, and Aftercare », Fonds Carnegie pour la paix internationale, programme du Moyen-Orient, *Carnegie Papers*, n° 97, septembre 2008

FISK, Robert. *La Grande Guerre pour la civilisation*, Fourth Estate, 2005

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA — Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale. *Radicalization and the Internet: Questions and Discussion Points*, 2006

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA — Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale. *Words Make Worlds*, 2008

HOFFMAN, Bruce. « The Myth of Grass-Roots Terrorism: Why Osama bin Laden Still Matters », *Foreign Affairs*, mai-juin 2008

INTERNATIONAL CRISIS GROUP. « Comprendre l'Islamisme », *Rapport Moyen Orient/Afrique du Nord*, n° 37, 2 mars 2005

LAWRENCE, Bruce (éd.). *Messages au Monde : les déclarations d'Oussama Ben Laden*, Verso, 2005

LEIKEN, Robert, et Steven BROOKE. « The Moderate Muslim Brotherhood », *Foreign Affairs*, mars-avril 2007

NEW YORK POLICE DEPARTMENT. NYPD Intelligence Division. *Radicalization in the West: The Homegrown Threat* (rédigé par Mitchell D. Silber et Arvin Bhatt), 2007

SAGEMAN, Marc. *Leaderless Jihad: Terror Networks in the Twenty-first Century*, Université de Pennsylvanie, 2008

WRIGHT, Lawrence. *The Looming Tower: Al-Qaeda and the Road to 9/11*, Knopf, 2006

